

1,40 EURO. PREMIÈRE ÉDITION N°9365

JEUDI 23 JUIN 2011

WWW.LIBERATION.FR

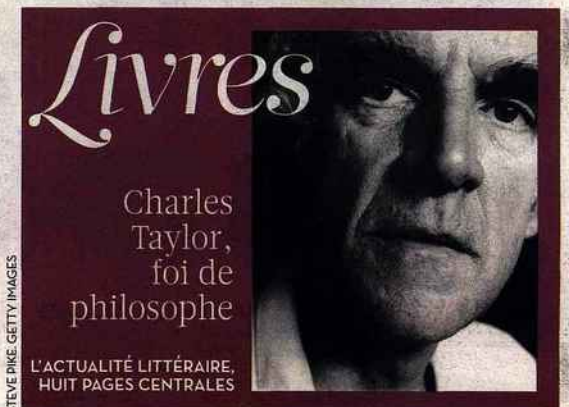
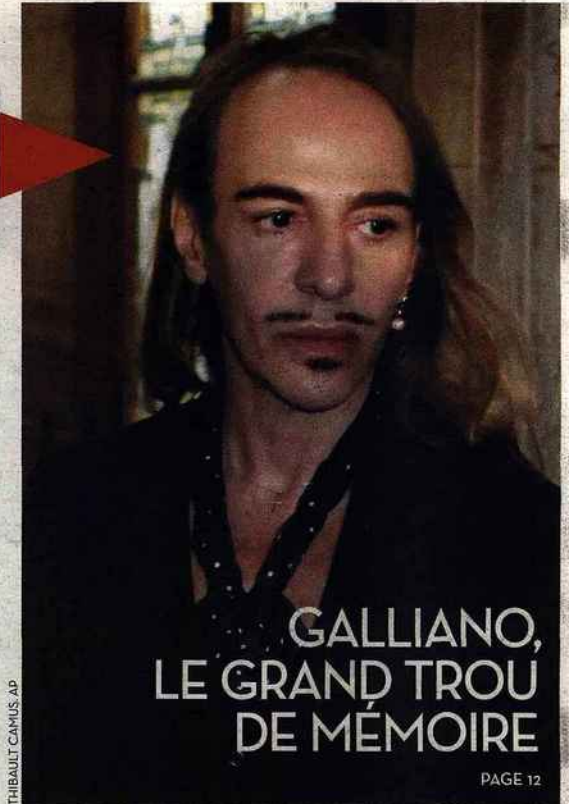
Libération

Polémique sur les hauts revenus

Salaires Maximums Infiniment Croissants

En réaction à l'explosion des inégalités de rémunérations, le débat sur la limitation des revenus s'amorce en vue de la présidentielle.

PAGES 2-4



EVENEMENT

L'idée d'une rémunération maximum pour les patrons des grandes entreprises fait débat.

Ces gros salaires qu'on ne peut pas encadrer



BEN SANDERS - IKON IMAGES - PHOTONONSTOP

Par **LUC PEILLON**

L'idée vient d'un Premier ministre, candidat à la présidentielle : instaurer un salaire maximum en France, en limitant de un à dix l'éventail des revenus. Il ne s'agit pas de Fillon, mais d'une fiction – le film *Pater*, d'Alain Cavalier, en salle depuis hier – où Vincent Lindon surfe à Matignon sur l'émotion suscitée par les fins de mois mirobolantes des grands patrons. Une fiction, certes, mais qui puise son inspiration dans le monde bien réel des inégalités de revenus, entre la majorité de la population et une poignée de privilégiés. Un phénomène en plein essor depuis plus de dix ans en France, qui suit sur cette question la trace des Anglo-saxons.

RECU. «Choquantes», «extravagantes», voire «obsécènes», suivant les observateurs, ces rémunérations trop visibles, faites de salaires fixes, de bonus, d'actions gratuites et autres stock-options, sont aujourd'hui, comme dans *Pater*, dans le collimateur des politiques.

L'ESSENTIEL

LE CONTEXTE

A la faveur de *Pater*, le film d'Alain Cavalier, l'idée d'un salaire maximum ressurgit.

L'ENJEU

La gauche mais aussi la droite pourraient s'en emparer pour 2012.

Sauf que le courage (ou la folie, suivant les points de vue) des deux principaux partis reste, sur ce thème, très en deçà de leur indignation. Et bien loin de la piste avancée par Vincent Lindon dans le film. Le Parti socialiste propose ainsi de limiter de 1 à 20 les rémunérations, mais dans les seules entreprises où l'Etat détient une participation. Dans le secteur privé, le PS confierait au conseil d'administration le soin de définir ce ratio, après avis consultatif du comité d'entreprise. Un recul par rapport à sa première proposition, qui voulait rendre cet avis conforme, donnant ainsi un vrai pouvoir aux représentants des salariés sur les écarts de fiches de

paye. A droite, l'ambition est encore plus modeste. Après avoir roulé des mécaniques début 2009, en menaçant de limiter les rémunérations des PDG des banques aidées par l'Etat, Nicolas Sarkozy semble être revenu à de plus sobres objectifs. Son ministre du Travail, Xavier Bertrand, est bien parti en guerre, lundi, contre les rétributions «extravagantes», qu'il propose de soumettre à une «taxe». Mais sans préciser le seuil de revenus, et encore moins le taux. Quant au Premier ministre, qui avouait samedi, dans les colonnes de *Nice Matin*, être «choqué par les progressions de salaires de quelques-uns, totalement déconnectées de la réalité économique», il a aussitôt ajouté ne pas croire «à une réglementation des salaires». Bref, les gros revenus ont encore de l'avenir.

Ces inégalités croissantes n'ont pourtant rien d'un mythe. L'économiste Camille Landais parle même d'une «explosion des très hauts salaires», qui «contraste avec la grande stabilité de la hiérarchie salariale observée depuis trente ans». Entre 1998 et 2005, et alors que les 90% des Français les moins bien payés voyaient leur salaire progresser de 3%, les revenus du travail des 1% les mieux lotis bondissaient de 14%, ceux des 0,1% de 29%, et ceux des 0,01% explosaient de 51%... En 2007,

selon l'Insee, les 1% des salariés à temps complet les mieux rémunérés percevaient ainsi un revenu moyen annuel de 215 000 euros, soit sept fois plus que la moyenne des salariés (32 000 euros).

PATRIMOINE. Mais les inégalités de salaires ne disent pas tout. De nombreux dirigeants sont aussi sous perfusion de stock-options ou autres actions gratuites, pour des montants atteignant parfois la majorité de leur rémunération. Or là aussi, l'envolée des inégalités – dans le haut du panier – des revenus pris dans leur ensemble (travail et patrimoine), atteint un niveau inquiétant. Selon Camille Landais, les rentrées des 90% des foyers les moins riches ont progressé de 5% entre 1998 et 2005. A côté d'eux, les 5% les plus riches ont augmenté leurs ressources de 11% sur la même période, les 1% de 19%, les 0,1% de 32% et les 0,01% des plus fortunés de 43%... Une hausse qui doit beaucoup à l'envolée des très hauts salaires, mais également à l'augmentation des revenus du patrimoine. Ce sont donc les mêmes qui profitent de ces deux phénomènes.

Les Etats-Unis avaient su limiter ces très hauts revenus pendant cinquante ans (lire page 3). Ce qui ne les a pas empêchés de rester la première économie du monde... ◀



19159

C'est le **salair net médian annuel** en euros, en 2008, dans le secteur privé. Traduction: la moitié des salariés touchaient moins, et l'autre plus. Le salaire moyen des 10% les mieux payés était de 38 555 euros et celui des 10% les moins payés de 13 595 euros.



Thomas Piketty, économiste, préfère la taxation à la régulation des salaires :

«Dissuader les entreprises par la fiscalité»

Directeur d'études à l'EHESP et professeur à l'École d'économie de Paris, Thomas Piketty, qui a travaillé sur les hauts revenus, prône un impôt confiscatoire pour limiter ces derniers.

Les très hautes rémunérations sont-elles justifiées économiquement ? Pendant longtemps, les dirigeants d'entreprises ont été payés 5 à 10 fois le salaire minimum pratiqué au sein de leur société. Depuis vingt ans, on a changé d'échelle : certains sont passés à 50 ou 100 fois, voire davantage... La financiarisation de l'économie, couplée aux dispositifs toujours plus importants de défiscalisation, conduit à toujours plus de rapacité. Et ceux qui le peuvent se servent des revenus qui n'ont plus rien à voir avec leurs compétences et leur apport à l'entreprise.

N'est-ce pas le prix à payer pour disposer de dirigeants performants ? Laisser penser qu'on ne trouverait pas de gens compétents parce qu'ils ne seraient payés «que» 10 fois le Smic au lieu de 100 est une approche complètement folle, purement idéologique, et assez méprisante. D'ores et déjà, l'économie tourne avec des milliers de dirigeants très dynamiques et de créateurs de PME innovantes qui ne gagnent «que» 5000 ou 10000 euros par mois.

La main invisible du marché serait donc incapable de fixer une «vraie» rémunération ?

J'aime beaucoup l'économie de marché. Mais il y a des choses qu'elle ne sait pas faire. Le marché est incapable de fixer correctement les hautes rémunérations, car personne ne sait évaluer la contribution d'un dirigeant à la production d'une entreprise de plusieurs dizaines de milliers de salariés. On demande à un cabinet extérieur, qui fait la moyenne du secteur, puis ajoute 20% pour que tout le monde soit content. D'où une inflation sans fin... C'est un système qui récompense davantage la capacité à se servir dans la caisse que le mérite réel. Or quand un marché ne parvient pas à fixer un prix, ce qui arrive souvent

dans la sphère financière ou environnementale, il faut l'encadrer par des institutions extérieures.

En fixant un maximum par la loi ? L'outil réglementaire peut être utile, mais il a ses limites. Inscrire dans la loi une échelle de salaires comprise entre 1 et 20, par exemple, peut être contourné en versant des rémunérations d'une autre nature (dividendes, plus-values...). L'avantage de l'approche fiscale est qu'elle permet de toucher l'ensemble des revenus.



REUTERS

En imposant un taux marginal élevé (60%, 70%, voire davantage), on dissuaderait, en amont, les entreprises de verser des rémunérations inconsidérées, et leurs bénéficiaires d'imaginer

des stratégies de contournement.

Un impôt à 70% ne risquerait-il pas de brider l'économie ?

Les Etats-Unis ont pratiqué, en moyenne, un taux marginal d'impôt sur le revenu de 82% entre 1932 et 1980. Soit un taux confiscatoire pendant près d'un demi-siècle ! Avec même des pics, dans les années 40-60, qui ont dépassé 90%. De toute évidence, cela n'a pas tué le capitalisme américain. Tout simplement parce que ces taux volontairement confiscatoires ne s'appliquaient qu'à une toute petite minorité de rémunérations vraiment incédentes (au-delà de 1 million d'euros annuels d'aujourd'hui).

A l'inverse, les hautes rémunérations peuvent-elles être néfastes pour l'économie ?

La crise financière l'a montré : les bonus et autres gratifications extravagantes ont été des «pousse-aucrime», incitant les dirigeants à prendre des risques démesurés. Par ailleurs, à partir d'un certain niveau de rémunération, cela impacte négativement les revenus des autres. Aux Etats-Unis, entre 1976 et 2007, 60% de la croissance économique a été accaparée par 1% de la population, ce qui de toute évidence a dopé l'endettement des moins riches. Les sociétés françaises et européennes ne supporteraient pas une telle explosion des inégalités.

Recueilli par L.P.

Augustin Landier, professeur d'économie, justifie les hauts revenus :

«Embaucher les meilleurs et les payer plus»

Augustin Landier est professeur d'économie à TSE, la «Toulouse School of Economics». Pour lui, les hautes rémunérations n'ont rien de «fantaisistes» et peuvent se justifier économiquement.

Y-a-t-il des raisons économiques valables à cette envolée des hautes rémunérations ?

Oui et ce n'est d'ailleurs pas une spécificité française. Dans l'économie globalisée, la taille des marchés et celle des enjeux financiers ont considérablement augmenté et donc une petite différence de talent entre deux patrons peut au final avoir des effets décuplés sur le résultat d'une entreprise.



Pour une grosse entreprise, réduire ne serait-ce qu'un tout petit peu le risque d'avoir une erreur de stratégie ou de design, justifie de dépenser des millions. Quand un conseil d'administration met le paquet pour attirer un manager qu'ils jugent plus approprié, c'est du simple calcul économique, pas forcément de la surenchère absurde de leur part.

Mais plus les rémunérations augmentent, plus la productivité est difficile à estimer ?

L'évaluation de la performance relative d'un dirigeant est complexe, «bruitée» disent les économistes. Mais le fait que l'économie soit soumise à un nombre considérable d'aléas n'est pas un argument. L'impact de ces patrons sur l'activité d'une entreprise peut être minime au final – comme l'est d'ailleurs leur rémunération au regard de la valeur boursière des sociétés du CAC40 – mais cela n'enlève rien au fait qu'il y a une rationalité à vouloir embaucher les meilleurs et les payer plus pour les retenir. C'est la logique du «marché du talent». Après, on peut vouloir taxer au nom de la décence et de l'équilibre social. Mais cela relève alors de la redistribution et de la fiscalité, ce qui est différent.

La solution passerait donc par l'impôt ?

Je suis préoccupé par l'explosion des inégalités et soucieux de tirer vers le

haut ceux qui sont en bas de la pyramide sociale. Mais il faut faire attention, la mobilité du capital humain est plus forte que jamais à l'échelle de la planète et il y a donc des limites à la taxation des plus riches. On doit par ailleurs être bien conscient que des impositions confiscatoires n'aboutiront pas à baisser les rémunérations mais au développement de l'optimisation fiscale et à une fuite des talents. Notre fiscalité doit tenir compte de ce qui se fait chez nos

voisins mais également dans des pays plus éloignés.

Bref, il n'y a rien à faire ? Non mais il ne faut pas se focaliser sur des micro-sujets à la portée surtout symbolique, sur lesquels

on a peu de marge de manœuvre et qui en termes de ressources pour l'Etat seront très limités.

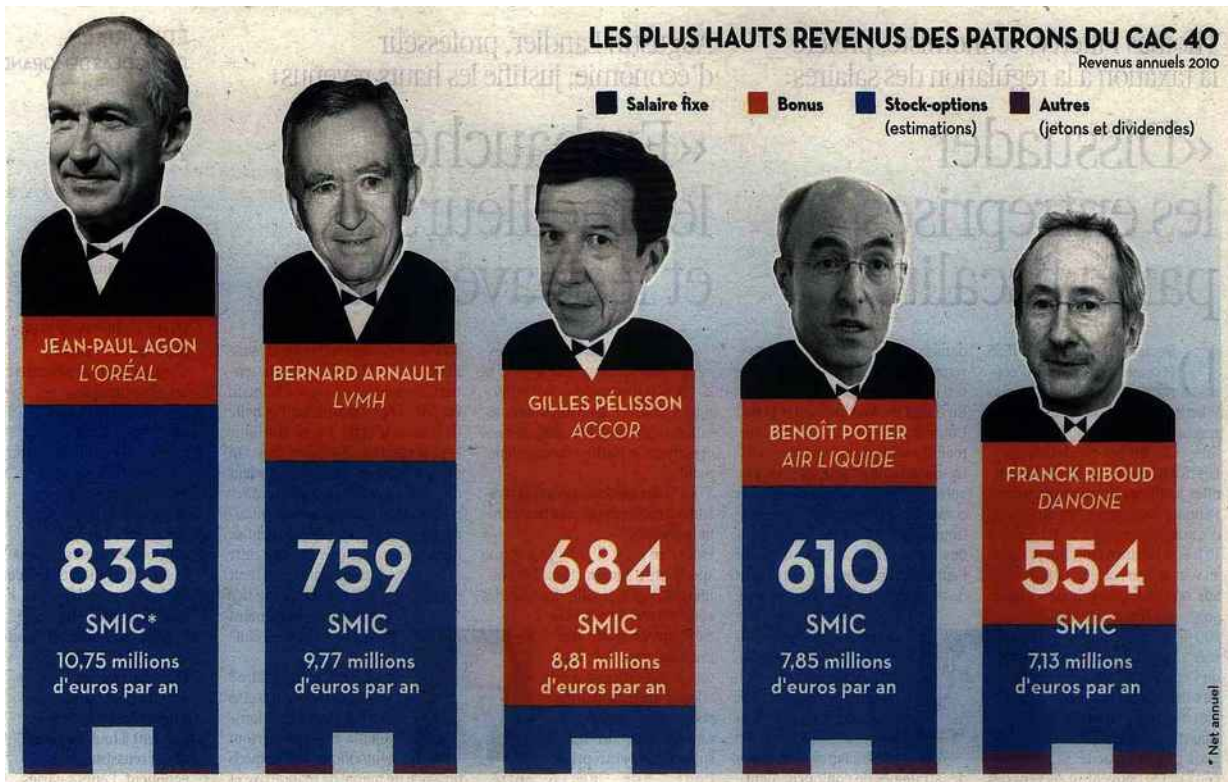
Les pratiques dans le monde de la finance peuvent donc continuer...

La question des rémunérations dans la finance est différente dans la mesure où leur niveau anormalement élevé peut refléter des rentes de situation illégitimes. Je pense ici aux banques où les rémunérations très élevées sont le symptôme de dysfonctionnements de marché qu'il faut évidemment corriger en régulant ces activités mais très en amont. Ces fameux bonus, c'est comme le thermomètre : ce n'est pas en les cassant que l'on va agir sur les raisons qui ont amené les profits de ces activités à ce niveau.

Vous avez vécu aux Etats-Unis où, dites-vous, on a une tout autre image de la richesse qu'en France ?

Les riches en France n'assument pas assez un rôle actif de redistribution sur la société. Où sont nos Bill Gates et Warren Buffet ? Tant que la philanthropie ne sera pas plus développée en France, notre malaise face à la richesse perdurera. Très peu de gens considèrent ici qu'ils ont à réinjecter dans le tissu social une bonne partie de ce qu'ils ont gagné, ils pensent que c'est à l'Etat d'aider les pauvres. C'est dommage. La citoyenneté active des riches est cruciale pour l'équilibre social.

Recueilli par CHRISTOPHE ALIX



ÉDITORIAL

Par **NICOLAS DEMORAND**

Arme

La hausse vertigineuse, exponentielle, du salaire des plus grands patrons demeure un mystère. Sur quels critères objectifs se fonde-t-elle ? Pour le dire brutalement : aucun. C'est en effet un pifomètre mi-économique, mi-symbolique qui détermine le nombre de zéros et de stock-options, l'ampleur du «golden hello» et du «golden parachute», le montant des retraites et des indemnités diverses. Bref : la série d'avantages taillée sur mesure, et dans les étoffes les plus rares, que l'optimisation fiscale rend encore plus chatoyante. D'autant que les heureux élus, bénéficiaires de protections blindées, gagnent à tous les coups, qu'ils réussissent ou échouent. Leurs salariés aimeraient être traités avec autant d'égards... Il y a évidemment de quoi être

'scandalisé par la constitution de cette néo-oligarchie, inédite dans l'histoire du capitalisme, rendue possible par la financiarisation récente de l'économie, et qui fait passer les patrons à l'ancienne pour de sévères et tempérants philanthropes. Voyant l'effacement général et les élections arriver, le PS et l'UMP ont mis quelques mesures, quelques mots et gadgets sur la table. Cette prise de conscience discrète et opportuniste fait pourtant l'impasse sur le seul moyen efficace de lutter contre le phénomène : l'impôt, vecteur d'égalisation, de redistribution et de justice sociale. Une arme que la vulgate économique de l'époque a contribué, à grands coups de niche et de bouclier, à fragiliser, émousser, marginaliser. Alors qu'elle n'a jamais été aussi moderne.

Le plafonnement des salaires séduit certains dirigeants d'entreprises.

Petits patrons contre cadors du CAC

C'est drôle comme les très grands patrons avaient des journées chargées hier : pas une minute pour donner son avis sur le plafonnement des rémunérations. Même les communicants étaient aux abonnés absents. «Heu... globalement, ce n'est pas un sujet que je lui conseillerais de commenter», notait l'un d'eux. Après tout, ceux-là ne sont pas plus de 40. Pour les autres, les patrons de petites et moyennes entreprises, il semble y avoir unanimité. «On ne peut pas le nier : il y a des salaires indécents dans ce pays au sommet des grandes entreprises et ce n'est pas bon pour l'image des patrons. Comment voulez-vous être audible, donner l'exemple, quand vous êtes dans un rapport de 1 à 100, voire bien plus avec le salaire minimum ?» s'insurge Gontran Lejeune qui a présidé le Centre des jeunes dirigeants (CDJ) de 2008 à 2010 et pilote aujourd'hui un cabinet de consultants. L'organisation patronale, qui joue les franc-tireurs à la gauche du Medef, propose carrément de plafonner le salaire des patrons dans un rapport de 1 à 20 «bonus et stock-options comprises», précise son actuel patron, Michel Meunier. Cette proposition qui fait écho à celle des syndicats et du PS reviendrait à instaurer un salaire maximum de 355 000 euros par an (13^e mois inclus) en se basant sur le smic. «A plus de 25 000 euros par mois, on vit très bien. Le

salaire moyen des patrons de PME en France c'est 4 400 euros bruts. Autant dire que l'on ne se sent pas concernés par la polémique sur les supersalaires», assène Meunier qui dirige aussi Vigimark, société spécialisée dans la sécurité aéroportuaire.

Il y a un monde entre ces petits patrons et les gros mandataires sociaux qui émargent à plus de 2 millions d'euros par an, hors attribution d'actions. Les TPE et PME c'est 60% du PIB, 80% de la création d'emploi et 63% de l'emploi salariés en France, rappelle le CJD. «Le

«Si des actionnaires veulent s'offrir une star et la payer comme un joueur de foot, qu'ils le fassent, mais pas sur les fonds des grandes entreprises.»

Gontran Lejeune jeune dirigeant

CAC 40 ce sont surtout des délocalisations et des milliers d'emploi détruits chaque année en France», tacle Michel Meunier. Alors «si des actionnaires financiers veulent s'offrir une superstar et la payer comme un joueur de foot, qu'ils le fassent... mais sur leurs deniers. Pas sur les fonds des grandes entreprises», renchérit Lejeune. Un discours qui ne déplairait pas à Mélenchon. «C'est vrai que notre position est très ambiguë au Medef, dit Stephan Brousse, président du Medef en Paca. Pour les dirigeants d'entreprises

publiques, un plafonnement ne me choque pas. Pour les autres, l'Etat doit être là pour désamorcer les comportements abusifs et donc encourager les entreprises à adopter des codes de bonne conduite. Mais s'il commence à exiger des conseils d'administration qu'ils n'augmentent pas les salaires des patrons, cela va complètement enrayer la machine économique ! Ça peut tuer la prise de risques !»

Une menace qui ne fait ni chaud ni froid à Gontran Lejeune : «On nous dit : si on ne paie pas les grands patrons comme leurs homologues étrangers, ils vont partir. Mais, après tout, qu'ils partent ! Nous ne manquons pas de talents pour les remplacer.» Précisément, existe-t-il un marché international du patron pour les cadors du CAC ? «Oui, pas énorme

mais ça commence à venir, explique Alain Roca, du cabinet de chasseurs de tête Transearch International. Le patron de SFR, par exemple, est un allemand. Et l'on a vu récemment un des directeurs d'Alstom passer chez le sud-africain De Beers. C'est sans doute le résultat des premiers Erasmus, moteur extraordinaire à l'internationalisation. Cela dit, arrivé à un certain niveau de responsabilités, l'argent n'est pas le moteur.» Chiche !

JEAN-CHRISTOPHE FERAUD
et **ALEXANDRA SCHWARTZBROD**